**Mentions obligatoires sur un site internet**

1. **Identification**

Sur le site d’une société, on doit avoir les mentions suivantes :

* Dénomination ou raison sociale
* Adresse du siège social
* Numéro de téléphone et adresse de courriel
* Forme juridique de la société (SA, SARL, SNC, SAS…)
* Montant du capital social
* Nom du directeur ou codirecteur de la publication et celui du responsable de la rédaction s’il en existe
* Nom, dénomination ou raison sociale et adresse et numéro de téléphone de l’hébergeur du site internet

1. **Activité commerciale**

* Numéro d’inscription au registre du commerce et des sociétés
* Numéro individuel d’identification fiscale
* Conditions générales de vente incluant :
* Le prix ttc en euros,
* Les frais et dates de livraison,
* Les modalités de paiement,
* Le service après-vente
* Le droit de rétractation
* La durée de l’offre
* Le cout de la communication à distance

1. **Mentions relatives à l’utilisation des cookies**

Un cookie est un petit fichier informatique, un traceur. Il permet d'analyser le comportement des usagers lors de la visite d'un site internet, de la lecture d'un courrier électronique, de l'installation ou de l'utilisation d'un logiciel ou d'une application mobile.

Les éditeurs de sites ou d’applications qui utilisent des cookies doivent :

* Informer les internautes de la finalité des cookies
* Obtenir leur consentement
* Fournier aux internautes un moyen de les refuser

1. **Mentions relatives à l’utilisation des données personnelles**

Les sites qui utilisent des données personnelles doivent obligatoirement mentionner les informations suivantes :

* Coordonnées du délégué à la protection des données (DPO ou DPD) de l'organisme, s'il a été désigné, ou d'un point de contact sur les questions de protection des données personnelles
* Finalité poursuivie par le traitement auquel les données sont destinées
* Caractère obligatoire ou facultatif des réponses et conséquences éventuelles à l'égard de l'internaute d'un défaut de réponse
* Destinataires ou catégories de destinataires des données
* Droits d'opposition, d'interrogation, d'accès et de rectification
* Au besoin, les transferts de données à caractère personnel envisagés à destination d'un État n'appartenant pas à l'Union européenne
* Base juridique du traitement de données (c'est-à-dire ce qui autorise légalement le traitement : il peut s'agir du consentement des personnes concernées, du respect d'une obligation prévue par un texte, de l'exécution d'un contrat notamment)
* Mention du droit d'introduire une réclamation (plainte) auprès de la Cnil